

PREFECTURE DE VAUCLUSE

Direction des relations avec les collectivités locales
Et de l'environnement
Bureau de l'environnement et des affaires foncières

ARRETE COMPLEMENTAIRE

SI 2002-10-11-0010 - Préf

à l'arrêté du 14 juin 1994 modifié,
**autorisant le GROUPEMENT PETROLIER DU PONTET
à exploiter un dépôt d'hydrocarbures liquides
à LE PONTET.**

**LE PREFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

VU l'ordonnance n° 2000 - 914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement,

VU le code de l'environnement dans sa partie législative, livre V, titre 1^{er},

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, codifiée par le livre V du code de l'environnement,

VU la nomenclature des installations classées annexée au décret du 20 mai 1953 modifié,

VU la circulaire du 9 novembre 1989 relative aux dépôts anciens de liquides inflammables,

VU l'arrêté préfectoral du 14 juin 1994 autorisant le Groupement Pétrolier du Pontet à exploiter un dépôt d'hydrocarbures liquides avec emplissage de véhicules - citernes au PONTET,

VU l'arrêté du 29 mai 1995 modifiant l'arrêté précité, relatif à la mise en place des sirènes d'alerte dans les dépôts pétroliers,

VU l'arrêté du 24 janvier 1996 complémentaire à l'arrêté du 14 juin 1994 précité,

VU l'arrêté préfectoral n° 2886 du 18 décembre 1997 complémentaire à l'arrêté du 14 juin 1994 modifié, autorisant le Groupement Pétrolier du Pontet à exploiter un dépôt d'hydrocarbures liquides avec emplissage de véhicules - citernes au PONTET,

VU l'arrêté préfectoral n° 1695 du 9 juillet 1999 autorisant le Groupement Pétrolier du Pontet à exploiter un dépôt d'hydrocarbures liquides avec emplissage de véhicules - citernes au PONTET,

VU les courriers du Groupement Pétrolier du Pontet en date du 24 décembre 2001 et 21 juin 2002 concernant l'arrêt du stockage d'essence et du chargement d'hydrocarbures sur le site,

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 8 août 2002,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du Vaucluse dans sa séance du 19 septembre 2002,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Vaucluse,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Le groupement d'intérêt économique : "Groupement Pétrolier du Pontet" dont le siège social est : 24 Cours Michelet 92800 PUTEAUX est autorisé à exploiter au lieu-dit "Quartier du Périgord" sur le territoire de la commune du Pontet un dépôt d'hydrocarbures liquides.

Le dépôt d'hydrocarbures liquides sera composé des réservoirs aériens suivants :

BAC N°	CAPACITE (m ³)	NATURE DU PRODUIT STOCKE
07	1347	C
08	1225	C
09	1225	C
10	4729	C
11	6740	C
13	3127	C
14	10068	C
16	2470	C

Les activités visées par la nomenclature des installations classées sont les suivantes :

Désignation des installations	Volume des activités	Rubrique Nomenclature	Régime
Dépôt aérien de liquides inflammables de 2 ^{ème} catégorie	30.391 m ³	1432 - 2	A
Installations de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réception : <ul style="list-style-type: none"> ▶ pipeline : 800 m³/h ▶ chalands : 450 m³/h ▪ Transfert vers E.P.P. 2 x 360 m³/h 	1434 - 2	A

Le transfert vers E.P.P. et le remplissage d'un même bac ne pourront être effectués simultanément.

ARTICLE 2 - GENERALITES

2.1. - CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES

Les installations doivent être aménagées conformément aux plans et indications techniques contenus dans les dossiers de demande initiaux, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Tout projet de modification devra, avant sa réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance du Préfet accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

2.2. - ACCIDENTS OU INCIDENTS

Tout accident ou incident devra être déclaré et devra faire l'objet d'un rapport qui sera adressé à l'Inspecteur des installations classées.

Ce rapport s'efforcera de dégager les causes de l'incident ou de l'accident et indiquera les dispositions prises pour éviter son renouvellement.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'Inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord, et, s'il y a lieu, après l'autorisation de l'autorité judiciaire.

2.3. - CONTROLE ET ANALYSES

L'Inspecteur des installations classées pourra demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions seront supportés par l'exploitant.

2.4. - ENREGISTREMENTS, RAPPORTS DE CONTRÔLES ET REGISTRES

Tous les enregistrements, rapports de contrôles et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés respectivement durant un an, deux ans et cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

2.5. - CONSIGNES

Les consignes prévues par le présent arrêté seront tenues à jour et datées ; le directeur de l'établissement s'assurera qu'elles ont bien été portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

2.6. - P.O.I.

L'exploitant établit un plan d'opération interne qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il mettra en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement immédiat. Ce plan est transmis au Service Départemental d'Incendie et de Secours et à l'Inspecteur des installations classées. Le Préfet pourra demander la modification des dispositions envisagées.

En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention par le Préfet. L'exploitant prendra en compte dans le cadre de son P.O.I. les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement, et d'alerte du public, des concessionnaires des réseaux, des services et de la municipalité, concernés.

A cet effet, une ligne téléphonique analogique sera établie entre l'installation et les Sapeurs Pompiers.

Le plan d'opération interne est remis à jour régulièrement. Les modifications seront adressées aux Services concernés.

2.7. - P.P.I.

L'exploitant déterminera sur la base de l'étude de dangers les hypothèses des scénarios d'accidents majorant servant à établir un plan particulier d'intervention.

L'exploitant est tenu de fournir au Préfet les éléments spécifiquement et directement nécessaires à l'élaboration du PPI, conformément à l'arrêté du 2 mai 2002 relatif aux informations nécessaires à l'élaboration du plan particulier d'intervention pour certaines installations pris en application de l'article 6.1 du décret n° 88-622 du 6 mai 1988 modifié.

ARTICLE 3 - BRUITS ET VIBRATIONS

3.1. -

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement leur sont applicables.

Compte tenu de la zone d'implantation, les niveaux sonores maxima autorisés en limite de propriété sont les suivants :

- jour (de 7 h à 20 h les jours ouvrables) : 70 dBA,
- période intermédiaire (de 6 h à 7 h et de 20 à 22 h les jours ouvrables et de 6 h à 22 h les dimanches et jours fériés) : 65 dBA,
- nuit (de 22 h à 6 h tous les jours) : 60 dBA.

Les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine, pour les niveaux supérieurs à 35 dBA, d'une émergence supérieure à :

- 5 dBA pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00, sauf dimanches et jours fériés,
- 3 dBA pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00, ainsi que les dimanches et jours fériés,

l'émergence étant définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt et mesurée selon les dispositions de l'instruction technique.

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré A, LA_{eq} , T.

L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier au décret du 18 avril 1969).

L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

L'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

ARTICLE 4 - SIRENE

4.1. -

L'exploitant du dépôt Groupement Pétrolier du Pontet doit avoir une sirène fixe et les équipements permettant de la déclencher. Cette sirène est destinée à alerter le voisinage en cas de danger. Elle sera actionnée à partir d'un endroit de l'usine bien protégé.

4.2. -

La portée de la sirène PPI doit permettre, sous un vent de 4 m/s, d'alerter efficacement les populations concernées, conformément aux distances prévues au plan particulier d'intervention de l'ensemble du site. La localisation retenue sera spécifiée sur un plan adressé à l'inspection des installations classées. Elle ne peut être modifiée qu'en accord avec l'inspection des installations classées et le SIACEDPC.

Le rayon d'action est au minimum de 800 mètres.

4.3. -

La sirène doit être commandée depuis l'installation industrielle.

4.4. -

La sirène mise en place doit avoir un signal sonore modulé en fréquence de forme carrée dont la fréquence fondamentale de 2 secondes varie linéairement entre 300 et 600 Hz et décroît systématiquement sans palier. Le signal dure 1 minute et il est répété après une pause de 5 secondes au moins 3 fois. Le signal de fin d'alerte sera conforme à celui défini au plan national.

4.5. -

Toutes dispositions seront prises pour maintenir les équipements des sirènes en bon état d'entretien et de fonctionnement. Dans tous les cas, les sirènes seront secourues électriquement. Des essais seront réalisés dans les conditions réglementaire. Ils seront consignés dans un registre.

ARTICLE 5 - POLLUTION ATMOSPHERIQUE

5.1. -

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz susceptibles d'incommoder le voisinage ou de nuire à la santé et à la sécurité publiques.

Les dispositifs nécessaires de captation et de désodorisation seront mis en place en cas de besoin.

5.2. -

Les réservoirs aériens cylindriques à axe vertical existants destinés au stockage des hydrocarbures à la pression atmosphérique et de capacité unitaire au moins égale à 2500 m³ doivent être conformes à l'arrêté du 4 septembre 1986, relatif à la réduction des émissions atmosphériques d'hydrocarbures provenant des activités de stockage.

Les réservoirs de même nature et de capacité unitaire au moins égale à 1500 m³ devront lorsqu'ils auront été modifiés dans des conditions susceptibles d'augmenter notablement des émissions atmosphériques d'hydrocarbures dont ils sont à l'origine et, dès leur mise en service dans les nouvelles conditions, être rendus conformes à l'article 3 de l'arrêté du 4 septembre 1986.

ARTICLE 6 - POLLUTION DES EAUX

6.1. - Réseaux de collecte

Les réseaux de collecte des eaux de l'établissement seront du type séparatif.

Tous les collecteurs devront être étanches et leur tracé devra permettre le curage.

Le réseau de collecte des eaux polluées ou susceptibles de l'être par des liquides inflammables, devra comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, les eaux de lavage, les eaux d'incendie (exercice ou sinistre) devront être collectées et traitées avant rejet dans le milieu naturel. Un détecteur d'hydrocarbure interrompra le rejet en cas de pollution persistant après le traitement.

6.2. - POINTS DE REJETS

Les dispositifs de rejet devront être aisément accessibles et aménagés de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent ainsi que la mesure de son débit dans de bonnes conditions de précision.

6.3. - QUALITE DES EFFLUENTS REJETES

Les effluents devront être exempts :

- . de matières flottantes,
- . de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, de gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- . de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, indirectement ou directement, après mélange avec d'autres effluents, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

En situation normale, les eaux collectées et traitées devront respecter avant rejet la qualité minimale suivante :

teneur en hydrocarbures : 10 mg/l (NF T 90 114)

- demande chimique en oxygène : 125 mg/l (NF T 90 101),

- azote Kjeldahl : 30 mg/l (NF EN ISO 25663).

6.4. - CONTROLE DES REJETS

L'exploitant est tenu de faire procéder trimestriellement par un organisme dont le choix sera soumis à l'approbation de l'Inspecteur des installations classées s'il n'est pas agréé à cet effet, au contrôle des prescriptions prévues au point 6.3. ci-dessus.

6.5. - PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident se produisant dans l'enceinte de l'établissement des conséquences notables pour le milieu environnant.

A cet effet seront notamment prises les précautions suivantes :

6.5.1. -

Les cuvettes de rétention seront étanchées. La vitesse de pénétration des liquides au travers de la couche étanche sera au maximum de 10^{-8} m/s ; Sa tenue au feu sera justifiée.

Des dispositions équivalentes dont l'efficacité sera démontrée par une étude hydrogéologique sont susceptibles d'être acceptées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.

Un contrôle de l'étanchéité des cuvettes de rétention sera effectué par un hydrogéologue dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées s'il n'est pas agréé à cet effet.

L'étanchéité des cuvettes sera maintenue dans le temps.

Les merlons ou murets de rétention seront étanches et devront résister au choc d'une vague provenant de la rupture d'un réservoir. Ils seront périodiquement surveillés et entretenus. Ceux-ci devront au moins être stables au feu d'une durée de 6 heures.

Les cuvettes de rétention devront avoir une capacité utile au moins égale à la plus grande des valeurs ci-après :

- 100 % de la capacité du plus gros réservoir contenu,
- 50 % de la capacité totale de tous les bacs situés dans la cuvette,

Toute possibilité d'évacuation gravitaire des eaux pluviales éventuellement recueillies dans ces capacités est formellement interdite sauf situation technique particulière qui pourra faire l'objet d'un argumentaire de la part de l'exploitant.

Les cuvettes de rétention contenant plusieurs réservoirs devront être divisées en 2 compartiments si la capacité totale des réservoirs est inférieure à 10.000 m³, 3 compartiments si elle est inférieure à 20.000 m³, 4 compartiments si elle est supérieure à 20.000 m³. Les parois des compartiments devront avoir une hauteur minimale de 0,70 m.

Les traversées des murets par des canalisations devront être étanches et jointées par des produits coupe-feu de degré 4 heures. Toutes les canalisations qui ne sont pas strictement nécessaires à l'exploitation de la cuvette de rétention ou sa sécurité devront être exclues de celle-ci. L'exploitant fournira une étude du tracé des canalisations visant à atteindre au mieux l'objectif suivant :

- la longueur des nouvelles canalisations ou des canalisations modifiées de manière notable entre le bac et le bord de la cuvette de rétention devra être la plus courte possible.

Toutes les canalisations extérieures à la cuvette de rétention devront être protégées contre des agressions physiques notamment par un véhicule.

Quatre puits de contrôle de la qualité des eaux (PZ1 bis, PZ2, PZ5 et PZ7) sont implantés sur le site afin de permettre une surveillance efficace de l'eau des nappes souterraines. Trois de ces puits sont en aval du dépôt. La qualité des eaux sera vérifiée au moins une fois par semestre, le résultat de ces analyses sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les stations de pompage d'hydrocarbures, les postes de chargement et les postes de déchargement de citernes routières où un écoulement accidentel est à craindre devront comporter un sol étanche permettant de canaliser les fuites et les égouttures vers le réseau de collecte des eaux polluées de l'établissement.

Les réservoirs contenant des hydrocarbures liquides à l'exception des fuels lourds, bitumes et graisses devront être soumis à une visite intérieure décennale en vue de vérifier leur étanchéité.

6.5.2. -

Les réservoirs enterrés de liquides inflammables ou polluants devront répondre à la définition des réservoirs en fosse ou assimilés au sens de l'instruction du 17 avril 1975 et respecter les dispositions de cette instruction.

6.5.3. -

Le dépôt doit être en mesure de maîtriser toute pollution du sol par hydrocarbures dans le cadre de ses activités propres. L'Inspecteur des installations classées pourra demander la réalisation de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 7 - DECHETS

7.1.

Tous les déchets produits par l'établissement devront être éliminés dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Ils seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment.

7.2. -

Tout brûlage à l'air libre est interdit sauf exercice incendie.

7.3. -

Dans l'attente de leur élimination, toutes précautions (fréquence, prélèvement, aire étanche...) seront prises pour que les dépôts de déchets ne soient pas à l'origine d'un danger ou d'une gêne pour le voisinage, notamment par des odeurs ou d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines.

Ils pourront être conditionnés dans des fûts ou emballages vides ou ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment) sous réserve :

- qu'il ne puisse y avoir de réaction dangereuse entre les déchets et les résidus que peut contenir le fût ou l'emballage,

- que les fûts et emballages soient identifiés par les seules indications concernant les déchets qu'ils contiennent.

7.4. - CONTROLES

L'exploitant devra respecter les dispositions prévues par l'arrêté du 5 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets.

En particulier, les renseignements minimums suivants seront consignés pour chaque enlèvement sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement...) et conservé par l'exploitant :

- nature et composition du déchet (fiche d'identification),
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.

ARTICLE 8 - SECURITE

8.1. - DISPOSITIONS GENERALES - DEFINITION

8.1.1. - DÉFINITION DES ZONES CLASSEES

Sont considérées comme zones de type 1 celles où des gaz ou vapeurs combustibles peuvent apparaître en cours de fonctionnement normal de l'installation de façon permanente ou semi-permanente.

Sont considérées comme zones de type 2 celles où des gaz ou vapeurs combustibles peuvent apparaître dans des conditions de fonctionnement anormal de l'installation, c'est-à-dire de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée.

L'exploitant établira et tiendra à jour, sous sa responsabilité un plan des volumes classés en zones de type 1 et en zones de type 2. Ce plan devra comprendre au minimum les volumes définis par les articles 110-21 et 110-22 de l'arrêté modifié du 9 novembre 1972 relatif aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides.

8.1.2 - GARDIENNAGE - ACCES

Le dépôt devra, en dehors des heures d'ouverture, être surveillé d'une des façons suivantes :

- soit par gardiennage commun aux sites EPP et GPP,
- soit par du personnel d'exploitation présent ou domicilié à moins de 500 mètres du dépôt.

Pendant les heures d'ouverture du dépôt l'accès sans contrôle préalable à tout véhicule non habilité est interdit.

Pendant les opérations de mouvement des produits, du personnel convenablement instruit devra être présent.

Les bâtiments et dépôts seront facilement accessibles par les services de secours.

Outre l'accès principal, un autre accès pour les Services de Secours devra être assuré sur un autre côté de l'établissement. Il sera mentionné sur les plans du P.O.I..

Le dépôt doit être accessible de la voie publique. A l'intérieur du dépôt, la voie engin doit répondre aux caractéristiques suivantes :

- largeur de la chaussée : 6 m
- hauteur disponible : 3,50 m
- pente inférieure à 15 %
- rayon de braquage intérieur : 11 m
- force portante calculée pour un véhicule de 130 kilo-newton (dont 40 kilo-newton sur l'essieu avant et 90 kilo-newton sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,50 m).

Cette voie ainsi réalisée devra desservir une voie engin bordant le périmètre des cuvettes de rétention et ayant les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la chaussée : 3 m
- hauteur disponible : 3,50 m
- pente inférieure à 15 %
- rayon de braquage intérieur : 11 m

- force portante calculée pour un véhicule de 130 kilo-newton (dont 40 kilo-newton sur l'essieu avant et 90 kilo-newton sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,50 m).

8.1.3. - REGLEMENT ET CONSIGNES DE SECURITE

Un règlement général de sécurité devra être établi pour fixer le comportement à observer dans l'enceinte du dépôt (conditions de circulation, défense de fumer, obligation de port de protection individuelle, conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie). Ce règlement sera remis à toutes personnes travaillant en permanence ou temporairement dans le dépôt qui devra en prendre connaissance et le viser. Il sera affiché ostensiblement dans le dépôt.

Le niveau de remplissage des différents réservoirs ainsi que la nature des produits contenus seront indiqués dans un lieu de l'établissement. Cet état sera tenu à jour en permanence.

Des consignes écrites seront établies pour assurer la sécurité permanente des travailleurs et la protection des installations d'hydrocarbures, pour prévenir les accidents et pour en limiter les conséquences.

Les consignes générales de sécurité spécifient :

- les modes opératoires d'exploitation,
- le matériel de protection collectif ou individuel et son utilisation,
- les mesures à prendre en cas d'accident ou d'incendie.

Elles seront tenues à la disposition du personnel intéressé.

Les consignes particulières de sécurité visent les opérations et manœuvres particulières qui nécessitent des autorisations spéciales signées par le chef d'établissement ou par son préposé.

Ces consignes précisent le travail à effectuer et les précautions à prendre pour assurer la sécurité pendant la durée de ce travail. Les autorisations portent le nom des destinataires et leur validité sera limitée.

8.1.4. - CONTROLE ET ENTRETIEN DES INSTALLATIONS

Le matériel électrique, les organes de sûreté, les moyens de secours contre l'incendie et les équipements IPS feront l'objet de vérifications périodiques par un technicien compétent. En particulier, les moteurs thermiques ou groupes de pompage d'incendie devront être essayés au moins une fois par quinzaine et les nourrices de combustibles remplies après toute utilisation,

des contrôles des émulseurs devront être effectués au moins une fois par an, les cuves de stockage d'émulseurs devront être nettoyées aussi souvent que nécessaire. Les résultats de ce contrôle seront consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

8.1.5. - TRAVAUX

Des travaux d'entretien, d'aménagement ou de réparation du dépôt ne doivent être réalisés qu'avec l'autorisation écrite du responsable du dépôt ou de son remplaçant. En outre, pendant toute la durée de ces travaux, la présence du chef d'établissement ou de son remplaçant ne devra pas avoir de discontinuité.

8.1.6. - FORMATION ET EXERCICES

La date des exercices périodiques d'incendie, ainsi que les observations auxquelles ils pourront avoir donné lieu, seront consignées sur un registre d'incendie.

Tout le personnel du dépôt devra être entraîné au cours d'exercices mensuels à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie et à l'exécution des tâches prévues dans le P.O.I.

Un exercice annuel sera réalisé en commun avec les sapeurs pompiers. L'ensemble du personnel devra participer à un exercice sur feu réel au moins tous les deux ans.

8.2. - CONCEPTION DU DEPOT - REGLES D'IMPLANTATION ET DE CONSTRUCTION

Les dispositions des titres II "règles d'implantation" et III "règles de construction des emplacements d'hydrocarbures, bâtiments et voies d'accès" de l'arrêté modifié du 09 novembre 1972 relatif aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides sont applicables.

Ces dispositions concernent notamment les parcs de stationnement de véhicules routiers, la clôture du dépôt, les distances minimales entre emplacements, la définition des zones non aedificandi, la construction des voies et passages de circulation, des voies ferrées, des charpentes métalliques, des postes de chargement et de déchargement des locaux, des tuyauteries et accessoires, des réservoirs de stockage aériens ou enterrés, des cuvettes de rétention.

Les dispositions complémentaires suivantes devront être respectées :

- Les réservoirs d'hydrocarbures devront être munis de vannes de piètement en acier, sécurité feu, dont la position ouverte ou fermée est facilement repérable.

Les vannes de pied de bac seront à fermeture automatique par sécurité positive en cas de perte d'alimentation, et commandables à distance. Le principe du maintien d'une possibilité de manœuvre est admis durant 30 minutes au maximum par une alimentation de type sécurité feu : cette caractéristique devra être justifiée. L'exploitant pourra proposer d'autres solutions techniques répondant aux mêmes impératifs fonctionnels qui devront être justifiées au préalable à l'inspection des installations classées, accompagnées de l'avis d'un tiers expert.

- Les pompes de liquides inflammables seront équipées d'une temporisation arrêtant le fonctionnement en cas de débit nul.

- les zones où sont susceptibles de s'accumuler des vapeurs explosives (pomperies, caniveaux, points bas dans les cuvettes, etc...) seront équipées de détecteurs d'hydrocarbures reliés à une alarme déclenchant une sirène. Un tableau synoptique en salle de contrôle traduira l'emplacement du ou des détecteurs activés. L'exploitant déterminera l'emplacement de ces implantations en accord avec l'inspection des installations classées.

- toute partie difficilement accessible et confinée devra faire l'objet d'un contrôle d'atmosphère explosive tous les mois. Le résultat de contrôle sera mentionné sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

8.3. - INSTALLATIONS ELECTRIQUES

8.3.1. - REGLES GENERALES

Les règlements et normes de portée générale s'appliquent en particulier au dépôt d'hydrocarbures concerné par le présent arrêté :

- liaison entre installations électriques du dépôt et réseau public (arrêté interministériel du 13/02/1970) ;

- protection des travailleurs en ce qui concerne les courants électriques (décret n° 62-1454 du 14/11/1962) ;

- installations électriques basse tension. norme NFC 15-100,

- matériel électrique utilisable dans les atmosphères explosibles (décret n° 78-779 du 17/07/1978).

Les installations ou appareillages conditionnant la sécurité devront pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

L'alimentation électrique des matériels ne concourant pas à la sécurité sera coupée en dehors des heures d'exploitation.

Les canalisations BT souterraines seront repérées sur le terrain.

8.3.2. -

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion sont applicables à l'ensemble des zones classées de l'établissement telles qu'elles sont définies à l'article 8.1.1..

En particulier, dans ces zones, les installations électriques seront réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation, tout autre appareil, machine ou matériel étant placé en dehors d'elles.

Le matériel électrique mis en service dans les zones de sécurité à partir du 1^{er} janvier 1981 doit être conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980.

Dans ces zones, le matériel électrique protégé par enveloppe antidéflagrante ou par surpression interne, en service le 31 décembre 1980 dans les installations existantes à cette date, doit être conforme à un type ayant reçu un arrêté d'agrément en application du décret n° 60-295 du 28 mars 1960.

Les matériels et les canalisations électriques devront être maintenus en bon état.

Le matériel électrique devra en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine ; un contrôle sera effectué au minimum une fois par an par un expert compétent qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.

8.3.3.- PROTECTION CONTRE LA FOUDRE, L'ELECTRICITE STATIQUE ET LES COURANTS DE CIRCULATION

Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 de février 1987, ou à toute norme en vigueur dans un état membre de la communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes, en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agressions

et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et plus généralement pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fera l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1. de la norme française C 17-100.

Cette vérification devra également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants et, après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de détection préventif permettant de suivre l'activité kéraunique sera mis en œuvre pour permettre d'arrêter l'activité en cas de danger.

8.4. - PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

La définition de l'importance et de la qualité de la défense incendie sera conforme à la courbe de montée en puissance intégrée au plan d'opération interne. En fonction de la qualité des émulseurs et des produits stockés, celle-ci sera établie sur la base du scénario d'accident le plus pénalisant.

- 1/ - L'extinction en 20 minutes et le refroidissement du réservoir du plus gros diamètre ainsi que la protection des réservoirs voisins menacés à moins de 50 m ;
- 2/ - L'attaque à la mousse, du feu de la plus grande cuvette (bacs déduits) avec un taux d'application réduit pour contenir le feu et simultanément la protection des installations menacées. Ces moyens devront être opérationnels jusqu'à l'arrivée d'aide extérieure avec un minimum de une heure.
- 3/ - Extinction d'un feu de cuvette en moins de 3 heures.

Ces dispositions seront établies en accord avec les Services d'Incendie et de Secours.

8.4.1. - RESSOURCES EN EAU D'INCENDIE

Le dépôt sera pourvu d'une pompe hydraulique submersible pouvant assurer un débit de 700 m³/h à 4,5 bars.

Cette pompe hydraulique sera positionnée de manière à être opérationnelle, sans délai, en toutes circonstances.

L'alimentation des véhicules pompiers sera faite à partir d'une canalisation 12 pouces (300 mm) alimentant 10 prises de 2 demi-raccords de 100 mm, distants chacun de 4 m, sur une emprise laissant la circulation sur le chemin de halage, libre de tout encombrement.

8.4.2. - RESEAU D'EAU D'INCENDIE - MOYEN DE POMPAGE

Le dépôt devra être muni de réseaux d'incendie (eau de protection et solution moussante).

Le réseau eau de protection devra être équipé de poteaux d'incendie normalisés incongelables adaptés aux raccords des pompiers.

Le réseau de solution moussante devra également être incongelable (éventuellement par colonne sèche) et muni de prises d'incendie normalisées adaptées aux raccords des pompiers.

Le débit d'eau de l'ensemble de ces réseaux d'incendie sera d'au moins 750 m³/h dont 500 m³/h pour le prémélange. Ce débit d'eau de 750 m³/h devra pouvoir être maintenu pendant 3 heures.

Le diamètre des canalisations des réseaux d'incendie sera dimensionné en fonction des débits à écouler.

L'ensemble des pompes incendie devra fournir un débit minimum de 750 m³/h quel que soit le dénivelé entre la hauteur d'eau du Rhône et le plan d'aspiration des pompes.

Les réseaux alimenteront des matériels fixes ou mobiles judicieusement répartis dans le dépôt pour offrir les meilleures conditions d'accessibilité, d'efficacité et de sécurité d'emploi. Les canalisations et les accessoires constituant le réseau d'incendie devront être réalisés en matériaux résistant au feu et protégés contre la corrosion.

Les réseaux d'eau d'incendie seront maillés et sectionnables tant en ce qui concerne l'eau de protection que la solution moussante.

Les réservoirs seront équipés de couronnes d'eau de refroidissement ou de tout dispositif équivalent.

Les moyens de pompage seront constitués de groupes surpresseurs entraînés par des moteurs thermiques. Ces moteurs devront être munis d'un dispositif de lancement offrant toute garantie de démarrage immédiat y compris en cas de perte d'alimentation électrique externe : ils devront être bien rodés. La réserve en carburant devra permettre d'alimenter les pompes pendant 2 h. Des essais périodiques seront réalisés.

8.4.3. - RESSOURCE EN MOUSSE

Le dépôt devra avoir une réserve propre en émulseurs de classe 1 permettant de contenir un feu de cuvette, pendant une heure. Simultanément à l'attaque à la mousse du feu la protection des installations menacées dans un rayon de 50 m devra être assurée pendant une heure. L'exploitant devra s'assurer de l'efficacité des liquides émulseurs utilisés en fonction des produits pétroliers présents sur le site.

La réserve d'émulseur de classe 1 sera d'au moins 30.900 litres disponibles soit en 1 réservoir fixe directement raccordé au réseau de prémélange, soit en conteneurs mobiles de 1.000 litres minimum.

Ces conteneurs devront être équipés d'un dispositif permettant d'alimenter facilement les canons mousses ou d'être branchés sur le réseau incendie de solution moussante.

Le dépôt devra être pourvu de moyens permettant d'accueillir et de redistribuer l'émulseur nécessaire, avec le minimum de manutention. Ils seront définis en accord avec les Services d'Incendie et de Secours.

Les bacs 7,8,9,10,11,13, 14 et 16 devront être équipés de boîtes à mousse avec commande à distance.

Les boîtes à mousse seront disposées conformément au plan "annexe B2" du 22 novembre 1995.

Des déversoirs à mousse seront implantés en bordure des cuvettes de rétention conformément au plan "annexe B2 du 22 novembre 1995.

8.4.4. - EXTINCTEURS

8.4.4.1. RISQUES DUS AUX HYDROCARBURES

Tous les emplacements d'hydrocarbures autres que les canalisations, les réservoirs et leurs cuvettes de rétention, doivent être protégés par des extincteurs portatifs ou sur roues, efficaces pour les feux susceptibles de se produire et conformes aux normes homologuées.

Leur position et leur nombre sont définis sous la responsabilité de l'exploitant en fonction des emplacements et selon les règles professionnelles d'usage.

8.4.4.2. - RISQUES DUS AU MATERIEL ELECTRIQUE

Tout poste de transformation, poste de coupure ou tout emplacement comportant un ou plusieurs moteurs électriques doit être équipé d'au moins deux extincteurs portatifs utilisables en présence de courant électrique.

Les emplacements comportant de nombreux matériels électriques doivent être protégés par un extincteur de même type.

8.4.4.3. - EXTINCTEURS

Des extincteurs appropriés doivent être répartis dans les divers locaux ou emplacements, en conformité avec les règles professionnelles d'usage.

Les extincteurs doivent être conformes aux normes en vigueur (lorsqu'elles existent) et être homologués NF MIH.

8.4.5. - SABLE

Les dépôts de sable maintenus à l'état meuble, avec pelles et brouettes seront convenablement répartis pour canaliser ou arrêter les écoulements de produits.

8.4.6. - FEUX NUS

Les feux nus répondant à la définition qui en est donnée dans les règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides annexées à l'arrêté du 9 novembre 1972 modifié (JO du 31 décembre 1972 et du 23 janvier 1976) sont normalement interdits dans les zones présentant des risques d'explosion ; cependant lorsque les travaux nécessitant la mise en œuvre de feux nus doivent y être entrepris, ils feront l'objet d'un "permis feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixera notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux.

En outre, des balises de détection des vapeurs d'hydrocarbures fonctionnant en continu et équipées d'alarme, devront être installées à proximité de chaque zone d'usage de feux nus, pendant toute la durée des travaux.

L'interdiction permanente de fumer, ou d'approcher avec un feu nu, devra être affichée dans ces zones.

8.5. - CHARGEMENT DES BACS PAR PIPELINE

Chaque bac de stockage de produits pétroliers approvisionné par le pipeline de la SPMR sera muni d'une alarme de niveau haut et d'une deuxième alarme indépendante de niveau très haut. Le dépassement de ce dernier niveau devra couper automatiquement l'alimentation du bac. Ces alarmes et dispositifs de sécurité devront être maintenus en parfait état de fonctionnement et testés fréquemment.

8.6 - CONSIGNES PARTICULIERES D'EXPLOITATION

L'exploitant maintiendra au bureau de réception ou de garde un exemplaire du P.O.I. et un inventaire des stocks et de l'affectation des bacs. Cet inventaire sera mis à jour après les transferts de liquides chaque fin de journée ouvrée. Il devra être accessible même en cas de panne électrique généralisée.

ARTICLE 9 - RISQUE D'INONDATION

Une étude de danger précisant les mesures à prendre pour faire face à ce risque sera réalisée et transmise à l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 10 :

Les dispositions des arrêtés préfectoraux en date des 14 juin 1994, 29 mai 1995, 24 janvier 1996 et 9 juillet 1999 autorisant le Groupement Pétrolier du Pontet à exploiter un dépôt d'hydrocarbures liquides avec emplissage de véhicules - citernes au PONTET sont rapportées.

ARTICLE 11 :

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le maire de Le Pontet, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon, le 11 OCT 2002

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,
Marcel RENOUF